

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 190 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2994 - Prix : 1€



**Dermatose bovine : les ravages du virus... du profit**

Page 6

• Grève des AESH  
• Manque d'AESH : des familles se battent contre l'intolérable

Page 9

**Mayotte : La reconstruction au point mort**

Page 12

## Il faut mettre l'économie sous le contrôle des travailleurs

Les 750 salariés de Brandt recevront leur lettre de licenciement à Noël. Et combien d'autres si on prend en compte les entreprises qui ferment sans faire la une de l'actualité ?

Rien que pour l'industrie, après ArcelorMittal, Novasco, Valeo, Forvia, Michelin, Stellantis, Blédina, Teisseire... 165 sites sont menacés depuis septembre, dont beaucoup de PME. Tous secteurs confondus, la CGT a recensé 483 plans de suppressions d'emplois sur les 18 derniers mois et plus de 100 000 emplois menacés ou supprimés.

Qui est accusé de cette saignée ? Le « libre-échange », la « concurrence déloyale », la « déferlante chinoise », entend-on. Façon commode de faire diversion en dédouanant de toute responsabilité les actionnaires, le grand patronat et tous ceux qui se sont enrichis pendant des décennies sur le dos des travailleurs !

Ne nous laissons pas enfumer : il faut demander des comptes à ceux qui dirigent et ont dirigé ces entreprises et à leurs commanditaires, les grands actionnaires, les bénéficiaires richissimes des fonds d'investissements ! Vont-ils se retrouver au chômage, eux ? Craignent-ils de sombrer financièrement ? Non. En exploitant les travailleurs, ils ont amassé des fortunes et ils vont continuer d'être les maîtres et les premiers profiteurs de l'économie.

Il faut obliger ces capitalistes à payer en continuant de verser tous les salaires et en faisant en sorte que pas un seul de leurs salariés n'ait à franchir la porte de France travail ! Il faut prendre sur les profits et les dividendes accumulés pour assurer une vie digne à tous les travailleurs !

Tous les partis politiques jurent vouloir lutter contre la désindustrialisation. À la tête des villes ou des collectivités locales, ils ont tous exactement la même politique que Macron : promettre des dizaines de millions d'aides publiques aux capitalistes pour qu'ils daignent investir en France.

C'est un double gâchis car cela n'arrête pas les fermetures et les licenciements et cela vide les caisses de l'État, alors que celui-ci devrait embaucher et créer lui-même des emplois, ô combien utiles, dans la santé, l'aide et les soins aux personnes âgées et dépendantes, dans l'éducation.

L'unique métier des capitalistes, si l'on peut appeler cela un métier, est de faire fructifier leurs capitaux. Ils se moquent autant des travailleurs que d'organiser l'économie de façon rationnelle. Ils ont transformé la Chine en atelier du monde, parce que les bas salaires y rendent l'exploitation plus profitable. Et quand les industriels font fabriquer leurs articles de sport ou leurs téléphones portables en Chine, ils ne trouvent rien à redire à la « concurrence déloyale » !

On parle maintenant de nationalisation comme d'une solution à la désindustrialisation. Mais les travailleurs qui ont connu la nationalisation de la sidérurgie, opérée en 1982 par le gouvernement de Mitterrand auquel participaient des ministres communistes, en gardent un cuisant souvenir.

Loin de sauver les emplois, ce gouvernement a sauvé les capitalistes, en les débarrassant d'un secteur qu'ils ne jugeaient plus assez rentable. Pour les travailleurs, ce fut la saignée. En vingt ans, les effectifs de la sidérurgie sont passés de 157 000 à moins de 40 000, ruinant des villes comme Longwy en Lorraine et Denain dans le Nord.

Que l'État dirige à la place des capitalistes ne change rien au fait que l'économie est organisée autour de la recherche du profit, de la propriété privée et de la concurrence et qu'elle impose, à tous, une course folle à la compétitivité.

C'est aussi le problème des coopératives. Celles-ci font la preuve que les travailleurs sont capables de se diriger sans avoir des actionnaires parasites sur leurs dos et c'est pour cela que le grand patronat et les banquiers ne les aiment pas. Mais les travailleurs qui gèrent ces Scop restent, comme les petits patrons, prisonniers de la jungle capitaliste et de ses règles.

Pour que l'économie réponde aux besoins de tous et ne soit plus guidée par la course au profit et à l'enrichissement illimité d'une minorité, il faut que nous la mettions sous notre contrôle. Cela nécessite d'exproprier les capitalistes et de renverser l'État, entièrement au service de la bourgeoisie.

Et alors, nous pourrions décider, ensemble, quoi produire, comment et en quelle quantité. Nous pourrions supprimer le chômage en répartissant le travail entre tous. Nous pourrions mettre fin à la concurrence destructrice en co-opérant avec les travailleurs des autres pays pour profiter des progrès réalisés par les uns ou par les autres.

Ce n'est pas une utopie car les moyens matériels et technologiques sont là, à portée de main.

Nathalie ARTHAUD



## Hôpitaux : un budget de misère

L'enveloppe dédiée aux établissements de santé dans le budget de la Sécurité sociale augmentera de 3,3 %, et ceux qui l'ont voté s'en félicitent.

Mais cette mesure n'arrêtera pas la dégradation constante du système de santé, au détriment des malades comme du personnel.

La Fédération hospitalière de France, qui représente les directeurs d'hôpitaux, chiffre en effet à 4,5 % l'augmentation qui aurait été nécessaire ne serait-ce que pour maintenir l'état actuel des hôpitaux, qui est déjà bien dégradé. On verra donc en 2026 comme aujourd'hui des malades attendre des heures sur des brancards aux urgences, des services et des hôpitaux entiers fermés et des soignants débordés, obligés de faire mal-

gré le manque de personnel. La détérioration ne sera même pas enrayerée. Les directions continueront à réduire le personnel sous prétexte d'améliorer les performances financières, quitte à se ruiner en recourant à l'intérim quand il n'est vraiment pas possible de faire autrement.

Cela fait des années que le système de santé est sous-financé, notamment parce que les gouvernements n'ont cessé d'exonérer les entreprises de cotisations sociales. Cette situation ne fait pas que des perdants. La conséquence, outre la détérioration des soins, en est un endettement croissant des hôpitaux, et l'augmentation du montant des intérêts versés aux banques. Aux Hôpitaux de Paris, alors que le budget était à l'équilibre en 2015, le défi-



cit actuel est de 342 millions d'euros et, pour le couvrir, il faut emprunter.

Dans le domaine de la santé, l'État soigne bien mieux les entreprises capitalistes et les banques que les malades.

## Mutuelles : coûteuses, voire inabordables

La hausse des tarifs des mutuelles continue sur sa lancée : 6 % en 2025, 8,1 % en 2024, soit 27,4 % en cinq ans !

L'État est le principal responsable de cette inflation car il a fait basculer 12,6 % des dépenses de soins vers les complémentaires santé gérées par les mutuelles, les institutions de prévoyance ou, de plus en plus, par les compagnies d'assurances. Celles-ci bénéficient d'un marché particulièrement lucratif, du fait de la généralisation des complémentaires santé d'entreprise et avec les contrats destinés aux personnes âgées, qui se voient souvent imposer une cotisation ne dépendant pas du montant de leur retraite, mais de leur âge.

Les mutuelles répercutent leurs charges supplémentaires sur les cotisations et devront contribuer pour un milliard d'euros au budget de la Sécurité sociale. En avril, le président de leur association, Éric Chenut, a émis l'idée de restreindre les remboursements sur certains médica-

ments, sur les soins dentaires, les prothèses auditives et jusqu'aux culottes menstruelles, de façon à « responsabiliser » les adhérents. Il est vrai que son interview, parue dans le journal Les Échos, n'était pas destinée aux ménages qui se saignent aux quatre veines pour payer une mutuelle. Pour une partie de la population, c'est même mission impossible.

En 1988, le gouvernement Jospin s'était vanté d'avoir créé la CMU, couverture maladie universelle, mais

elle n'a jamais rien eu d'universel et il en est de même de la complémentaire santé solidaire (C2S) qui a pris la suite. En effet, pour avoir droit aux soins gratuits, il faut gagner moins de 862 euros par mois, bien moins que le seuil de pauvreté, fixé à 1 216 euros. Au-delà, la C2S devient en partie payante. Ce n'est donc pas une surprise si, parmi les plus pauvres, 12 % ne sont couverts par aucune mutuelle et doivent renoncer à des soins.



## Budget de l'État : tout pour les marchands de canons

À l'occasion du débat sur le vote du budget de l'État, le gouvernement a déclaré viser un déficit public à moins de 5 % du PIB et chercher à réaliser 4,5 milliards d'euros d'écono-

mies supplémentaires.

Dans la foulée il a décidé d'augmenter les crédits de l'armée de.... 6,7 milliards d'euros !

Avec un comptable comme Le-

cornu on est assuré de voir le déficit s'envoler... et se multiplier les coups de canifs dans les dépenses vitales pour les classes populaires au prétexte d'équilibrer le budget !

## Budget de l'armée : c'est déjà l'union sacrée

L'Assemblée nationale, suivie du Sénat, a approuvé à une large majorité l'augmentation de 6,7 milliards d'euros des crédits d'armement, ce qui porterait le budget de l'armée à 57 milliards d'euros en 2026.

Pour l'instant, ce vote est symbolique puisque cette augmentation du budget militaire dépend en dernier ressort du vote du budget général par l'Assemblée, qui n'est pas encore acquis. Mais les déclarations des uns et des autres montrent, s'il en est besoin, que tous sont en fait d'accord pour que le pays se lance dans la course à l'armement et pour défendre l'industrie de guerre : en effet, 411 députés ont voté pour. LFI et le Parti communiste ont voté contre, les écologistes se sont abstenus.

Tous les gouvernements occidentaux réarment car ils savent que la concurrence entre eux, la guerre économique pour les ressources et les marchés, menace de déboucher sur la guerre tout court. Mais il faut bien un prétexte, c'est le rôle des prétendues

menaces de la Russie et de la Chine qui justifient de sacrifier pour tous les partis du RN au PS les écoles et les hôpitaux au nom de l'effort de guerre.

Quant à LFI et au PCF, leur opposition à l'augmentation de ce budget militaire n'est en rien une condamnation de la marche à la guerre et surtout des fauteurs de guerre. Édouard Bénard pour le PC et Bastien Lachaud pour LFI se sont tous deux lancés dans une diatribe contre le gouvernement qui braderait l'industrie de défense nationale. Ils lui reprochent tous deux d'être inféodé aux États-Unis et de ne pas assez défendre l'indépendance du pays. Le PCF pleure sur Vencorex, entreprise de la chimie vendue aux Chinois, ou sur la liquidation d'Atos, entreprise d'informatique et « fierté nationale ». C'est vouloir faire croire que, en défendant les capitalistes de l'armement bien français, ils défendent la souveraineté de la population ou la capacité de « défendre la patrie ». Mais ce ne sont toujours que des capitalistes prêts à faire de l'argent



sur la mort, et surtout prêts à envoyer à la mort des jeunes... pour leurs propres profits. Ces partis sont prêts, comme leurs prédécesseurs en 1914 et en 1939, à se mettre comme un seul homme derrière le gouvernement et les capitalistes « nationaux », au nom de l'union sacrée.

Pour s'opposer à la guerre, les travailleurs ne devront vraiment compter que sur eux-mêmes.

## Les militaires défilent... dans les médias

Après les discours va-t-en-guerre du chef d'état-major des armées Mandon, c'est maintenant son prédécesseur, le général de Villiers, qui reprend le flambeau.

Avec son nouveau livre, *Pour le succès des armes de la France*, il passe ainsi en boucle dans les médias et a même été invité au journal télévisé de 20 heures sur France 2. À chaque fois, il ressasse le même discours pour se plaindre du manque de moyens pour la guerre. Sur le prochain budget militaire de 57 milliards

d'euros, pourtant en hausse de plus de 10 %, il a déclaré : « Nous ne sommes pas dans cette augmentation majeure qu'il faudrait faire. »

Comme tout boucher de guerre, de Villiers sait que, pour réussir à envoyer la jeunesse se faire massacrer au combat, il faut mettre la population en condition. C'est pourquoi il insiste autant sur la « préparation morale à la guerre ». Là-dessus, il est intarissable : « Il faut réapprendre aux petits Français à aimer leur pays. Comment voulez-vous vous battre pour votre pays s'ils ne

l'aiment pas... Il faut retrouver l'amour du pays, l'amour du drapeau, la terre des pères, la patrie », etc.

Évidemment, il ne va pas expliquer qu'il faudrait se battre pour la soif de profits des puissances impérialistes, à commencer par la France, pour que les capitalistes français aient plus de terres rares, d'uranium et de pétrole et pour qu'ils volent plus de parts de marché aux capitalistes étrangers. Mais c'est quand même bien de cela qu'il s'agit.



## Les banques de La Réunion se gavent

Lors du mouvement des Gilets Jaunes dans l'île, une des revendications portait sur la baisse des tarifs des services bancaires. Ces derniers étaient bien plus élevés à La Réunion qu'en métropole.

Un des résultats de cette mobilisation populaire qui s'est maintenue pendant des mois a été précisément d'apporter ici une réduction importante de ces frais bancaires.

Eh bien, 7 ans plus tard, un calcul effectué par l'IEDOM (l'équivalent de

la Banque de France à La Réunion) nous révèle que le panier moyen des services bancaires s'élève à 192,38 euros dans l'île contre 179,12 euros dans l'hexagone, soit 7,4 % de plus !

Les raisons de cette inflation des prix facturés par les banques : leur inextinguible appétit de profits bien sûr, mais aussi l'absence de mobilisations populaires significatives depuis 7 ans !



## Prime de Noël : ce n'est pas un cadeau !

**Depuis le 16 décembre, les familles qui survivent avec certains minima sociaux, comme le RSA ou l'ASS, commencent à percevoir la prime de Noël. Alors que la pauvreté grandit parmi les travailleurs, cette prime est loin du compte.**

Pour les quelque 2,2 millions de foyers qui devraient toucher 152 euros pour une personne seule ou 320 euros pour un couple avec deux enfants, c'est bien sûr une bouffée d'oxygène bienvenue... qui ne va peut-être pas durer. La prime est en effet dans le viseur du gouvernement, qui envisageait en novembre de la supprimer pour les personnes sans

enfant.

Contraint dans l'immédiat d'abandonner ce projet, le gouvernement affirme tout de même que « *le débat reste ouvert pour 2026* ». Il s'agit en fait pour ces politiciens de présenter les chômeurs ou les bénéficiaires du RSA comme des profiteurs vivant aux crochets de l'État et donc des autres travailleurs.

En réalité, la prime de Noël, qui avait été instaurée par le gouvernement socialiste de Jospin en 1998, était une réponse faite pour désamorcer la colère des sans-emploi, qui avaient manifesté et occupé des ANPE, ancêtres de l'actuel France Travail. Ils revendiquaient l'augmentation des minima sociaux et des allo-

cations- chômage.

Cette prime correspond à une vieille ficelle de tous les gouvernements et des patrons. En accordant des chèques-déjeuners, des chèques-vacances ou des primes de ceci ou de cela, ils évitent d'augmenter les salaires et cela leur permet, en plus, de favoriser la division entre travailleurs. L'État ne fait pas autre chose avec la prime de Noël pour les privés d'emploi ou encore la prime d'activité pour les travailleurs les moins bien payés. Il permet ainsi au patronat de continuer à verser des salaires insuffisants pour vivre, habitue tous les travailleurs à se contenter de miettes et peut même s'en servir pour alimenter la division entre eux.

## Inégalité des richesses : à réquisitionner !

**Une poignée de multimillionnaires amasse, de plus en plus et de plus en plus vite, la plus grande partie de la richesse mondiale.**

Les 56 000 adultes les plus riches, moins d'un cent-millième de la population mondiale, tiendraient à eux tous dans un stade de football. Ils possèdent pourtant trois fois plus de richesses que les 50 % les plus pauvres, 2,8 milliards d'adultes.

En zoomant davantage, on cible les 560 plus gros patrimoines, le club réservé à ceux qui détiennent au moins 4 milliards d'euros. La fortune de ceux-là enfle de 8,4 % par an.

C'est là qu'on trouve les Mark Zuckerberg, les Elon Musk, les Warren Buffet, les Jeff Bezos mais aussi les Hermès, les Bettencourt, les Bernard Arnault... Au centre de la loupe, les 56 plus gros sont assis sur une fortune supérieure à 22 milliards d'euros. Pour les réunir, il suffirait de la salle d'un restaurant... de luxe.

Il y a là une poignée de profiteurs qui dominent le monde et le gouvernement face à des milliards d'ouvriers, infirmières, petits cultivateurs, téléopératrices, pêcheurs, informatiennes, employés de ménage, conducteurs de camion, livreurs, enseignants, caissières, marins... qui

font tout fonctionner. Cherchez l'erreur !



## CMA CGM : charité bien ordonnée

**Rodolphe Saadé, multimilliardaire propriétaire et dirigeant de la CMA CGM, troisième armateur mondial, pose au patron social.**

Mardi 16 décembre, il accueillait Macron à Marseille, devant 250 lecteurs de La Provence, le quotidien du groupe, pour évoquer les questions sociales et même « sociétales ». Le raout se donnait dans les locaux d'un entrepôt solidaire financé par la CMA CGM, abritant des associations qui offrent des repas aux Marseillais dans le besoin. L'entrepôt aurait coûté six millions d'euros à l'armateur qui, par ailleurs, a également fourni des conteneurs et des fournitures à l'épicerie solidaire des étudiants marseillais. Dans le même temps, l'entre-

prise accordait une prime équivalant à trois semaines de salaire et une augmentation de 1,3 % à, dit-elle, l'ensemble de « ses » salariés. Devant un tel afflux de bontés patronales, d'accolades présidentielles et d'articles de presse élogieux, on peut tout de même rappeler quelques chiffres.

L'augmentation de salaire en question est moindre que la hausse des prix. Le cumul des primes accordées au personnel, qu'on peut estimer à dix millions d'euros, représente une infime partie du bénéfice de l'entreprise, 1,7 milliard d'euros cette année, entièrement à la disposition de Saadé. Qui plus est, cette générosité ne concerne que 3 900 salariés sur les 160 000 travailleurs que l'armateur

exploite de par le monde. De la même façon, les aides de la CMA CGM aux associations charitables sont une goutte d'eau comparées à l'océan d'argent public perçu grâce aux multiples aides, cadeaux, dégrèvements et lois particulières inventés par les gouvernements au fil des années. Le seul fait de calculer l'impôt de l'armateur selon la taxe au tonnage, et non selon le droit commun de l'impôt sur les sociétés, entraîne pour les finances publiques une perte de plusieurs centaines de millions, voire de plusieurs milliards d'euros certaines années.

## Dermatose bovine : les ravages du virus... du profit

Pour éradiquer la DNC qui fait des ravages chez les bovins du Sud-ouest de la France, l'État, avec le soutien du principal syndicat de paysans, la FNSEA, a décidé d'abattre systématiquement tout le troupeau dès la première bête infectée et de vacciner les bêtes seulement aux alentours. Cette méthode est préconisée par une partie des scientifiques et des vétérinaires, mais d'autres proposent de privilégier la prévention et la vaccination massive.

L'État préfère la première solution pour des raisons économiques : vacciner 16 millions de bovins coûterait trop cher et il manque de vétérinaires pour le faire rapidement.

Quant au dirigeant de la FNSEA, Rousseau, qui justifie l'abattage total au nom de la science, il y a de quoi sourire. La vaccination générale ferait perdre le statut « indemne de maladie » aux bovins vaccinés. Cela pourrait rendre impossible pendant plus d'un an les exportations de bovins, ce qui impacterait principalement les intérêts des éleveurs et capitalistes spécialisés dans le commerce international du bétail.

De leur côté, une partie des petits éleveurs craignent que l'abattage



systématique ne ruine un peu plus leur ferme, déjà souvent dans une situation financière difficile. Même si l'État rembourse environ 2 000 euros par bête tuée et paie les frais d'abattage, ils perdent en effet des années de travail, notamment de sélection génétique, car un troupeau est une chose qui se construit, et le temps pour le reconstruire, lui, n'est pas indemnisé.

Les ennemis des petits paysans ne sont pas les scientifiques ni les vétérinaires mais les gros capitalistes de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la grande distribution, ainsi que les dirigeants de l'État.



## Mercosur : hypocrisie et division européenne

Hasard du calendrier, au moment où les éleveurs se mobilisent, en France, contre les abattages de troupeaux contaminés, l'Union européenne avait programmé au 20 décembre la ratification du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Malgré l'ajout par le Parlement européen de clauses dites de sauvegarde visant à « protéger la filière agricole », Macron et le gouvernement français ont réclamé un énième report de cette ratification.

Les discussions autour de ce traité ont démarré il y a plus de 25 ans, lors d'une période où la mondialisation de l'économie et la suppression des barrières douanières étaient l'alpha et l'oméga pour les pays les plus riches. Les mêmes ont pris aujourd'hui un virage protectionniste dont Trump fournit l'exemple. Dans ce type d'accord, les gagnants sont toujours les capitalistes les plus forts, tandis que les perdants sont les petits produc-

teurs, de part et d'autre de l'Atlantique.

Du côté des gagnants, il y a des groupes de l'automobile, de la chimie ou de la pharmacie qui accéderaient au marché sud-américain sans avoir à payer de taxes. Du côté des perdants potentiels, il y a les producteurs, petits ou grands, de volailles, de sucre ou d'huile – dont fait partie Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et dirigeant du groupe Avril, vent debout contre le Mercosur.

Ces intérêts contradictoires expliquent, sur ce sujet comme sur d'autres, les positions différentes affichées par les gouvernements européens. L'Allemagne et l'Espagne, notamment, sont favorables à la ratification, tandis que la Pologne y est opposée. En France, les dirigeants politiques, du RN à LFI, sont unanimes pour dénoncer, en public, les méfaits de ce traité et se poser en défenseurs de l'agriculture tricolore, en oubliant de dire que les petits agriculteurs sont surtout étranglés par

Lactalis ou Bigard, des agro-industriels bien français.

Les travailleurs, les consommateurs, les petits producteurs n'ont pas à choisir entre le libre-échange et le protectionnisme. Sous le pouvoir des capitalistes, ils seront de toute façon pressurés pour être toujours plus productifs et pour payer leur nourriture ou leur voiture. Ils risqueront aussi d'être empoisonnés, que ce soit par les PFAS français ou par du bœuf brésilien traité aux antibiotiques. Quant aux petits producteurs, ils continueront de risquer la faillite, étranglés avant tout par les rois de la jungle capitaliste.



## Petits colis : taxe et démagogie

**Les ministres de l'Économie des pays membres de l'Union européenne (UE) ont décidé de soumettre les petits colis à une taxe de 3 euros minimum à partir du 1er juillet 2026.**

Cette mesure vise les colis d'une valeur inférieure à 150 euros qui proviennent des pays hors Union européenne, c'est-à-dire en fait de Chine, comme 91 % d'entre eux.

Pour un colis composé par exemple d'un paquet de bougies et d'un jouet commandé sur une de ces plateformes, il faudra payer 6 euros de taxe (3 euros pour chaque catégorie d'article) en plus du prix de vente et la TVA s'appliquera donc sur une somme plus élevée. Ces prix renchériront moins attractifs, et rendront les bougies et les jouets vendus dans les rayons des magasins Leclerc, Gifi, Carrefour... plus intéressants.

Tous les ministres justifient cette

mesure protectionniste en invoquant la protection des emplois sur le territoire, les questions environnementales ou encore la santé des consommateurs face à des produits ne respectant pas les normes de l'UE.

La réalité est que cela fait des décennies que la production manufacturière s'est fortement implantée dans les pays d'Asie, qualifiés depuis d'ateliers du monde. Cette internationalisation de la production, orchestrée par les capitalistes de la distribution eux-mêmes, leur a permis de réduire les prix d'achat des marchandises vendues dans les rayons et donc de réaliser davantage de profits. Ainsi, les bougies ou les jouets que l'on trouve dans les magasins des centres commerciaux ou sur Internet proviennent bien souvent des mêmes ateliers de production.

Ce qui se joue donc actuellement sur le marché de la distribution est une guerre des prix entre capitalistes

européens et chinois. L'absence de droits de douane sur les produits présents dans les petits colis a donné un avantage concurrentiel aux plateformes chinoises. Alors, par la voix des ministres de l'Économie, les distributeurs européens contre-attaquent.

Et, comme sur les champs de bataille, c'est la population qui en payera les conséquences.



## Arnaqueurs de haut vol !

**Ces dernières années, les prix des billets d'avion entre La Réunion et l'hexagone se sont envolés. Le prix des déplacements aériens entre les deux territoires se situent en haut de ceux pratiqués parmi les 10 destinations les plus prisées de France.**

Cette politique tarifaire débridée profite bien sûr aux compagnies aériennes qui se remplissent les poches en prenant en otage familles et individus contraints de payer les sommes demandées sans possibilité

de négociations pour effectuer leurs déplacements pour raison familiale, de recherche d'emploi ou de poursuite d'études.

Le patron de Corsair a ainsi déclaré dans un interview au Quotidien le 1er décembre que « l'exercice 2024-2025 a été une année record au niveau financier » pour sa compagnie. Son chiffre d'affaire a augmenté de 701 millions l'an passé à 712 millions cette année et son résultat net est passé de 1,1 millions d'euros à 15,2 millions.

Quelques jours plus tard, la

ministre des DOM Naïma Moutchou annonçait son intention de confier au député socialiste Jiovanny William de Martinique une mission sur le prix des billets d'avion pratiqués dans les DOM dans la perspective du débat sur la vie chère dans les DOM prévu pour avril 2026...

Les capitalistes augmentent leurs prix en toute liberté et empochent toujours plus de profits.

Ministres et députés, eux, amusent la galerie !

## Quel avenir pour la jeunesse réunionnaise ?

Selon le Baromètre 2024 de Santé publique France, près d'une jeune femme sur trois à La Réunion a connu un épisode dépressif en un an et plus de 8 % des jeunes de 18 à 29 ans ont eu des pensées suicidaires.

Ces chiffres alarment sur la réalité

d'une société malade de l'injustice sociale frappée par le chômage, la précarité, l'explosion des loyers, la fermeture des services publics et l'absence de perspectives.

Dans ce contexte la dépression n'est pas un hasard individuel.

Pour s'en sortir la jeunesse doit rejoindre la lutte de tous les exploités contre les maux d'une société n'offrant que la misère et la guerre, comme présent et avenir.

## RN et prostitution : salaud sans complexes

**Le Rassemblement national va déposer un projet de loi pour la réouverture des maisons closes.**

Bardella a défendu ce projet au nom de l'hygiène et de la sécurité. Une maison close, dit-il, serait toujours mieux qu'une cabane au bois de Boulogne.

Ces préoccupations humanitaires et hygiéniques sont des prétextes. Les élus du RN et Marine Le Pen elle-même s'opposent par exemple systématiquement à l'aide aux personnes qui sont dans la rue, et cela qu'elles crèvent de faim ou de froid, qu'elles se droguent, qu'elles se prostituent au coin d'une porte pour quelques sous, ou que ce soit bien souvent les trois à la fois.

La prostitution est une manifestation du pouvoir de l'homme sur la femme, de celui qui a quelque chose sur celle qui n'a rien, de l'adulte sur l'enfant, de celui qui cogne sur celle qui prend les coups, du fort sur le faible. D'ordinaire, les moralistes

bourgeois prétendent combattre cette conséquence de la société d'oppression et, à tout le moins, aider celles et ceux qui en sont victimes, sans évidemment que cela change grand-chose. Ainsi, en 1946, les maisons de prostitution ont été fermées en France. Et voilà que le RN propose de les rouvrir, pensant sans doute faire parler de lui et espérant que l'idée sera, qui sait, approuvée par

certain. Le RN voudrait codifier cette ignominie et, pourquoi pas, en faire une industrie légale, avec investisseurs et perception d'impôts.

Décidément, rien de ce qui est inhumain n'est étranger au parti de Le Pen et Bardella.





## Grève des AESH

Mardi 16 décembre des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) soutenus par des militants syndicaux de l'Education nationale se sont rassemblés devant le rectorat pour dénoncer la précarité de leur métier, pour réclamer une meilleure reconnaissance de leur rôle au sein de l'Éducation nationale et de meilleures conditions de travail.

Les grévistes ont pointé du doigt l'instabilité liée aux contrats, des rémunérations insuffisantes et des difficultés du quotidien qui compliquent l'accompagnement des élèves.

Employés sous contrat de droit public, les AESH, au nombre de 3000 à La Réunion, sont recrutés en CDD. Au bout de plusieurs contrats, certains croient pouvoir accéder à un CDI mais restent majoritairement à temps partiel, autour de 62 %, soit environ 24 heures par semaine.

Les accompagnantes dénoncent aussi le flou sur leurs missions et leurs droits interprétés différemment selon les établissements : temps de récréation, pause méridienne (elle peut être couverte par un AESH mais le temps est décompté de l'accompagnement en classe), heures de

formation, déplacements entre établissements, etc. Il arrive, par exemple, qu'il y ait des changements en cours d'année, parfois avec seulement dix jours de prévenance, et des journées morcelées entre plusieurs écoles, collèges ou lycées. « *On peut être le matin en maternelle et l'après-midi en terminale, dans un autre établissement* », selon une manifestante.

En réclamant le statut de fonctionnaire de catégorie B, les grévistes veulent la fin de cette précarité de l'emploi et de meilleurs salaires.

## Manque d'AESH : des familles se battent contre l'intolérable

Selon le collectif de parents d'enfants en situation de handicap, « Les Enfants invisibles 974 », 1100 familles attendent d'avoir une AESH pour leurs marmailles.

À chaque rentrée, c'est la croix et la bannière pour plusieurs familles qui n'arrivent pas à faire scolariser leurs enfants, faute d'accompagnement suffisant.

Certains marmailles ont des accompagnements mutualisés et non individuels, pour d'autres l'horaire de l'accompagnement n'est pas toujours respecté.

C'est pour réclamer les heures d'AESH auxquelles elles avaient droit, que plusieurs familles ont assigné le rectorat en référé au tribunal administratif de Saint-Denis.

Le 12 novembre, elles ont obtenu gain de cause. Le rectorat a été contraint de leur accorder les dix-huit heures hebdomadaires notifiées par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) au lieu de deux heures par matinée.

En ne se résignant pas elles ont obtenu une petite victoire.

## DANS LES ENTREPRISES

### EDF Réunion

#### Mi amuse...

À la sortie annuelle 2025 organisée le 5 décembre, les agents ont été incités par la direction à préparer les divertissements de la journée : récitation de poèmes,

scénettes, jeux divers, etc.

Nos chefs s'érigent en « papas ». S'ils cherchent à nous infantiliser nous, nous n'oublions pas qu'on est au boulot, pas à l'école !

#### Quand la direction « régale » !

Au Service Technique : invités par la direction à un « repas partagé », les travailleurs étaient tenus d'y apporter eux-mêmes leur

repas !

Comme y dit li lé for pou roul a nou carry sous d'riz !



## Qu'elle aille se... rhabiller !

Pour ne pas changer, cette année comme en 2024, la direction revient à la charge pour tenter de supprimer la dotation vestimentaire des employés de bureau travaillant au contact de la

clientèle. La direction estime qu'ils n'en ont plus besoin... depuis qu'elle a fermé les agences depuis l'épidémie de Covid et qu'ils ne sont plus au contact des usagers.

À l'abri des regards, elle pense pouvoir faire ses coups en douce.

C'est sans compter sur la vigilance et le refus des intéressés de se laisser déplumer !

## La médaille, ça ne coûte pas cher...

Le directeur du centre EDF Réunion s'est vu décerner « la médaille d'Honneur de l'engagement ultramarain, échelon Or » par Naïma Moutchou, la ministre des Outre-Mers, lors de son récent passage

dans l'île, pour le récompenser du travail de réparation effectué sur les réseaux électriques suite au passage des cyclone Garance à La Réunion et Chido à Mayotte !

Celui qui fait s'échiner des cen-

taines de travailleurs sur le terrain est récompensé comme un bon serviteur.

C'est dans l'ordre des choses de la société capitaliste.

## Une politique d'austérité qui ne date pas d'hier

Cette volonté farouche de la direction d'économiser sur tout ce qui concerne les agents EDF ne sort pas de rien.

Son nouveau directeur national, Bernard Fontana, peu après avoir pris la direction du groupe début mai 2025, déclarait devant le « top 300 » soit le gratin des dirigeants du groupe (dont les directeurs de centre...) que son objectif était de

réaliser un milliard d'euros d'économies sur les frais généraux d'EDF. Fontana, qualifié de « Cost killer » (tueur de coûts) par ses pairs, dirigeait avant de prendre le rênes d'EDF, Framatome, fournisseur de chaudières nucléaires pour EDF. Il y avait bloqué les salaires pendant trois ans...

Et d'énumérer les dits frais : les baux immobiliers pour des bureaux,

les frais de déplacement ou encore, les dépenses informatiques.

Ce n'est pas la première fois qu'EDF impose à ses travailleurs une telle politique d'austérité. Entre 2019 et 2022, elle avait déjà imposé des coupes à hauteur de 500 millions d'euros qui s'étaient traduites, entre autres, par la fermeture des ses écoles de métiers.

## GHER : manque d'effectifs et mauvaises conditions de travail

La direction du GHER a pris la décision de créer un pool ASHQ (agent des services hospitaliers) réunissant ceux du pôle « soins critiques » et ceux du Bloc Opératoire.

C'est un tour de passe-passe pour faire des économies car l'établissement remplace de moins en moins les agents qui partent à la retraite.

Cette décision ne sera pas sans conséquences sur les rythmes de travail des agents qui feront moins d'heures par jour (9 heures au lieu de 12)... mais plus de jours par semaine à l'hôpital. L'augmentation de la charge de travail sera inévitable, car il leur faudra faire les mêmes tâches quotidiennes en moins de temps !

Avec la diminution du personnel, il risque d'y avoir un seul ASHQ au bloc de 7h à 9h et de 16h à 18h, alors qu'il s'agit de périodes exigeantes en termes de quantité de travail (nettoyage SSPI, remise en état des salles en fin de journée, nettoyage des



vestiaires, etc...).

De plus, il y a un transfert de certaines tâches vers les IBODE (Infirmiers de bloc opératoire) à partir de 18h (au lieu de 19h actuellement), alors que celles-ci ne devraient même pas leur être dévolues.

Avec de telles conditions de tra-

vail, comment s'étonner qu'il y ait de plus en plus de salariés en arrêts maladie, en burn-out, en stress, en postes aménagés car déjà usés par le travail, ou d'accidents du travail ?

Les travailleurs vont au boulot pour gagner leur vie, pas pour y perdre leur santé !



## Grève victorieuse à la SGM

Face au refus de la direction de la SGM d'appliquer la hausse salariale de 2 % prévue par la branche nationale les dockers de cette entreprise portuaire de manutention se sont mis en grève pendant une semaine, du 2 au 9 décembre, pour être traités à égalité avec leurs camarades de métropole.

Les effets de la grève ne se sont pas faits attendre et plusieurs rouliers

ont du être déroutés sur Port Louis incapables qu'ils étaient de décharger leur marchandise sur les quais du Port.

1150 voitures individuelles ainsi que 250 véhicules utilitaires et camions ont du faire un détour par l'île sœur provoquant la rage du président de la SICR, le syndicat de l'importation et du commerce de La Réunion criant contre « l'impact forcément

baissier sur nos résultats » !

Sûrs de leur bon droit, les dockers ne se sont pas laissés intimider par les gémissements des capitalistes de l'auto-moto. Ils ont continué de maintenir leur pression, ce qui leur a permis de récupérer ce que leurs propres patrons s'apprêtaient à leur voler !

## DANS LE MONDE

### CHILI

#### Un succès de l'extrême droite préparé par la politique de la gauche

**Avec 7,2 millions de voix, soit 58 %, José Antonio Kast l'a emporté largement sur Jeannette Jara, l'ancienne ministre du Travail du gouvernement de gauche sortant, qui n'en a recueilli que 5,2 millions (42 %).**

Le gouvernement de Trump de même que le président argentin Milei ont immédiatement salué l'élection d'un personnage proche de leurs idées. Kast est d'extrême droite, fils d'un ancien soldat de la Wehrmacht membre du parti nazi, et toute sa famille a été liée au régime de Pinochet. Réactionnaire sur tous les plans, contre l'avortement, la « théorie du genre », les droits des femmes en général, il a axé sa campagne sur la lutte contre la criminalité et l'immigration. Il a promis des expulsions massives de migrants, parlé d'installer grillages et fossés à la frontière nord.

Comme malheureusement dans bien des pays, les idées réactionnaires progressent donc au Chili. Mais la cause de la défaite de la gauche est surtout à chercher du côté... de la gauche elle-même. Sa candidate, Jeannette Jara, est membre du Parti communiste mais n'avait vrai-

ment rien pour effrayer la bourgeoisie. À la tête d'une coalition allant jusqu'au centre, elle a même déclaré lors d'une interview que, si elle était élue, elle suspendrait son adhésion au parti. De l'autre côté, aux yeux des couches populaires, elle a incarné surtout la continuité avec le gouvernement précédent qui, élu dans la foulée de la révolte sociale de 2019, a déçu toutes les attentes. En effet sous ce gouvernement rien n'a vraiment changé : la pauvreté n'a pas diminué et la crise du logement s'est amplifiée. Même le système de retraite par capitalisation individuelle, haï par la population, et dont les manifestants exigeaient l'abrogation, est toujours en place.

Lors du dernier grand débat télévisé face à Kast, la candidate « communiste » s'est placée sur le même terrain anti-immigrés, proposant, si elle était élue, d'organiser cent opérations policières massives dès les cent premiers jours de son mandat et de construire cinq nouvelles prisons. Concernant la crise du logement, dramatique pour toute une partie de la classe ouvrière, les deux candidats sont tombés d'accord sur la « solution » : mettre fin par la force aux occupations illégales.



Après le mouvement populaire de 2019, la gauche au pouvoir a mené les aspirations populaires dans l'impasse et, en fait, ouvert un boulevard à la droite et à des nostalgiques de la dictature. Il faut constater aujourd'hui que le mouvement populaire, s'il se renouvelle, devra se méfier comme de la peste de ce genre de faux amis et se donner les moyens de s'opposer aux vrais maîtres du pays pour leur disputer le pouvoir.

## La reconstruction au point mort

**Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido dévastait l'île de Mayotte, département le plus pauvre de France. Un an après, la reconstruction n'est qu'une promesse à laquelle les habitants ne croient plus.**

Dans les écoles les travaux n'avancent pas. Les trois quarts fonctionnent encore avec des rotations pour tenter d'offrir quelques heures par jour d'enseignement aux enfants, et 9 000 d'entre eux ne sont pas du tout scolarisés. L'eau courante y est coupée un jour sur deux, et impropre à la consommation le reste du temps. Les enseignants d'un collège et leurs 1 900 élèves peuvent ainsi passer huit heures sans accès à des sanitaires.

Sans incinérateur ni filière de recyclage, les 10 000 tonnes de déchets

générés par le cyclone, chargés de métaux lourds et autres polluants, ont infiltré les sols et les nappes phréatiques, mettant en danger la santé des habitants pour les décennies à venir. À l'hôpital, le service de gestion du matériel n'est toujours pas opérationnel. En conséquence, des fournitures aussi indispensables que des alèses jetables ou des seringues intraveineuses sont régulièrement en rupture de stock. Enfin, faute de matériaux de construction, dont les prix flambent, et en raison des problèmes d'assurance, bien des maisons ont encore de simples bâches en guise de toit.

La ministre des Outre-Mer, Naïma Moutchou, en visite sur l'île, s'est contentée de lancer un « comité de suivi » pour surveiller l'avancée de

tous ces chantiers urgents. Mais le budget nécessaire, lui, se fait toujours attendre. Sur les 100 millions d'euros votés au mois de mars, à peine 30 ont été débloqués. Car, affirme la ministre : « *on ne peut pas faire n'importe quoi dans l'utilisation de l'argent public* ».

Si pour les chantiers utiles à la population tout est très lent et compliqué, les patrons de l'île se voient accorder une exonération de cotisations avec six mois d'avance sur la date initialement prévue. En bon serviteur des capitalistes, l'État a le sens des priorités.



## L'égalité à géométrie variable selon que vous soyez riche ou pauvre

**Début décembre, le gouvernement déclarait, à propos de Mayotte, vouloir "garantir une égalité pour tous les citoyens, partout dans la République".**

Passant immédiatement des paroles aux actes, il soutenait un amendement présenté par des sénateurs de droite et de gauche pour rendre applicable le dispositif d'exonération des cotisations sociales dans le cadre de la loi pour le développement écono-

mique des Outre-mer (Lodéom) de 2009, tout en maintenant encore pendant un an un autre mécanisme de soutien aux entreprises, le CICE. Quand il s'agit du patronat, Lecornu et son gouvernement se montrent disposés à fournir toutes les aides de l'État possibles

Ce n'est pas le cas pour les 9000 enfants de familles pauvres qui sont privés d'école depuis la dernière rentrée scolaire dans ce département !

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282